



COMMUNE D'EPFIG

Réaménagement de la rue des Alliés (R.D. 1422)

Lot 1 : Voirie

ACTE D'ENGAGEMENT

ACTE D'ENGAGEMENT (SOUMISSION)

Je soussigné (Nom, prénoms, profession et domicile (1) (2)

Agissant pour le compte de l'entreprise :

Inscrite au registre du commerce de :

sous le n°

, faisant élection de domicile à

Après avoir pris connaissance du devis et des cahiers des prescriptions spéciales, ainsi que de toutes les autres pièces contenues dans le dossier d'appel public à la concurrence pour les travaux :



COMMUNE D'ÉPFIG

Réaménagement de la rue des Alliés (R.D. 1422)

LOT 1 : VOIRIE

Après m'être personnellement rendu compte de la situation sur les lieux, me soumetts et m'engage à exécuter lesdits travaux conformément aux conditions du devis et du cahier des prescriptions spéciales moyennant les prix d'application figurant au devis descriptif et estimatif.

Le montant des travaux est estimé à :

	TOTAL H.T.	T.V.A. 20 %	TOTAL T.T.C.
Tronçon carrefour giratoire – rue Grién	€	€	€
Carrefour giratoire	€	€	€
Tourne à gauche	€	€	€
MONTANT TOTAL	€	€	€

Montant total T.T.C. en toutes lettres :

	TOTAL H.T.	T.V.A. 20 %	TOTAL T.T.C.
OPTION 1	€	€	€

Montant total T.T.C. en toutes lettres :

	TOTAL H.T.	T.V.A. 20 %	TOTAL T.T.C.
OPTION 2	€	€	€

Montant total T.T.C. en toutes lettres :

	Délai d'exécution maximum	Délai d'exécution proposé par l'entreprise
Tronçon carrefour giratoire – rue Grien	18 (dix-huit) semaines	
Carrefour giratoire	1 (une) semaine	
Tourne à gauche	1,5 (une et demi) semaine	

M'engage également à assurer à mes ouvriers et employés des allocations pour charges de famille dans les conditions prévues par les lois et règlements en vigueur et à appliquer le contrat collectif de ma profession.

J'affirme, sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie aux torts exclusifs de mon entreprise que je ne tombe pas non plus qu'aucune des personnes occupant dans l'entreprise l'une des situations visées à l'article 50 de la loi n° 52.401 du 14 avril 1952 et du décret n° 54-82 du 22 janvier 1954 pris pour son application, sous le coup de l'interdiction prononcée par ledit article.

Je souhaite demander l'avance forfaitaire prévue à l'article 110 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 :

oui ***non^(*)*** * Rayer la mention inutile

La collectivité contractante se libérera des sommes dues par elle, en faisant donner crédit au compte ouvert au nom de l'entreprise à :

sous le n°

est accepté le présent acte d'engagement pour Fait à , le
valoir marché (signature)

Le Maître d'Ouvrage :

Date :

Signature :

Note :

- 1) Lorsqu'il y aura plusieurs entrepreneurs, ils devront mettre "nous soussignés, nous obligeons conjointement et solidairement".
- 2) Les délégués des Sociétés d'Ouvriers Français et des autres Sociétés admises, ajouteront "agissant au nom et pour le compte de la Société : en vertu des pouvoirs à moi conférés.